

ÉNERGIE

Profil sectoriel



Faits et chiffres sur le secteur, 2016

Ventes totales*	231 G\$
<i>Variation depuis 2007</i>	-26 G\$
PIB total (en \$ CA de 2007)	113 G\$
<i>Proportion du PIB canadien</i>	6,7%
Exportations	74 G\$
Importations	31 G\$
Balance du commerce extérieur	43 G\$
<i>Changements rajustés en fonction de l'inflation depuis 2007</i>	-27%
Nombre total d'emplois	92 000
<i>Variation depuis 2007</i>	+6%
Salaire horaire moyen (sauf les heures supp.)	37,60 \$
<i>Changements rajustés en fonction de l'inflation depuis 2007</i>	+12%
Croissance de la productivité de 2007 à 2016	22%
Moyenne des heures de travail par semaine (sauf les heures supplémentaires)	35
Moyenne des heures supp. par année	234
Émissions de gaz à effet de serre (kilotonnes, 2014)	183 130
<i>Proportion des émissions industrielles totales</i>	30%
Taux de syndicalisation	18%
Membres d'Unifor dans ce secteur	11 800
Proportion de l'effectif total d'Unifor	4%
Nombre d'unités de négociation d'Unifor	125
Taille moyenne des unités de négociation	94

Source : CANSIM; Données sur le commerce en direct; Innovation, Sciences et Développement économique Canada; Service de recherche d'Unifor.

*Données de 2015

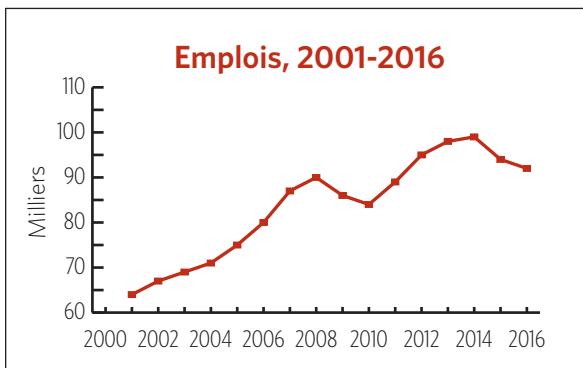


unifor
the Union | le syndicat

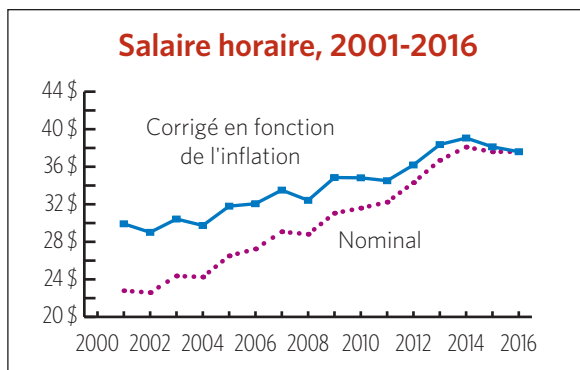
unifor.org

Conditions actuelles

Extrêmement cyclique, le secteur canadien de l'énergie est peut-être au pays le meilleur exemple des pièges que recèlent les secteurs qui connaissent une alternance de forte expansion et de récession. Quand les prix montent, comme ils l'ont fait entre 2002 et 2014, les investissements (nationaux et étrangers) affluent dans le secteur, les emplois sont abondants, les salaires augmentent, les recettes fiscales et les exportations montent en flèche. Malheureusement, le Canada ne s'est pas occupé correctement des conséquences socio-économiques liées à la phase de récession, parmi lesquelles on retrouve un taux important de chômage, des déficits budgétaires et la désorganisation sociale.



Ce secteur génère des ventes annuelles atteignant la somme astronomique de 231 milliards de dollars et ajoute 113 milliards de dollars au PIB canadien. Il est le deuxième secteur d'Unifor en importance (après les ventes de gros et de détail). Le Canada est un exportateur net d'énergie, et ces exportations sont presque toutes acheminées vers les États-Unis. En 2016, ce secteur d'Unifor a engrangé 74 milliards de dollars en exportations, ce qui en a fait la plus grande industrie d'exportation



du Canada. Étant donné des importations de 31 milliards de dollars en 2016, l'excédent commercial du Canada dans ce secteur s'est élevé à 43 milliards de dollars (en baisse de 25% depuis 2007, à cause de la chute des prix de l'énergie); nous avons grand besoin de cet excédent pour compenser les déficits commerciaux enregistrés dans les autres industries.

La croissance de l'emploi dans le secteur canadien de l'énergie a été vigoureuse : elle a presque doublé depuis 2002, année où les prix de l'énergie ont commencé à monter. Le salaire horaire moyen se situe à près de 38 \$, soit 60 pour cent de plus que la moyenne canadienne, et la croissance des salaires a été soutenue en dépit de la baisse du cours des produits de base. Les hausses salariales rajustées en fonction de l'inflation s'élèvent à 12 pour cent depuis 2007.

Parallèlement à son énorme avantage économique, le développement du secteur canadien de l'énergie entraîne un coût important pour l'environnement. En 2014, ce secteur d'Unifor a émis 183 000 kilotonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), soit 30 pour cent du total des émissions industrielles au Canada, ce qui représente une augmentation de 26 pour cent depuis 2009. La réduction de la

pollution responsable des GES est un problème majeur pour ce secteur et, bien sûr, pour le public également.

Les deux tiers des membres d'Unifor du secteur de l'énergie travaillent pour les cinq plus importants employeurs, et presque le tiers travaille pour Suncor Energy, la plus importante société énergétique intégrée au Canada.

Unifor dans l'industrie canadienne de l'énergie

Employeurs choisis	Nombre approximatif de membres
Suncor Energy	4 100
Enbridge (Spectra Energy)	1 200
Consumers' Cooperative Refineries	850
Union Gas Limited	800
SaskEnergy	650

Unifor est le plus important syndicat dans le secteur canadien de l'énergie, comptant près de 12 000 membres qui travaillent surtout dans l'extraction de pétrole et de gaz, dans la distribution de gaz naturel et dans les raffineries de pétrole. Plus de la moitié des membres d'Unifor de ce secteur travaillent en Alberta et en Saskatchewan et 25 pour cent d'entre eux, en Ontario. Le cinquième de ces membres travaillent en Colombie-Britannique, au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador.

Au Canada, l'industrie énergétique est très peu syndiquée, puisque moins de 20 pour cent des personnes qui y travaillent sont couvertes par une convention collective. En 2001, cette proportion était de 25 pour cent. À lui seul, Unifor représente 70 pour cent de la main-d'œuvre syndiquée du secteur de l'énergie au Canada, de sorte que les autres syndicats et associations professionnelles absorbent ensemble les 30 pour cent restants.

Prochaine étape : Développement du secteur de l'énergie

L'industrie énergétique canadienne connaît actuellement une période de stagnation. Le prix du pétrole et du gaz naturel semble s'être stabilisé pour le moment. Ces deux produits sont loin du niveau record atteint récemment au cours de la période de forte croissance, mais ils ne sont pas près non plus des niveaux les plus bas qu'ils ont connus après la récession. À la suite des changements soudains survenus dans le domaine de l'exploitation du schiste aux États-Unis, le marché nord-américain a été inondé de pétrole et de gaz bon marché et, bien que le cartel de l'OPEP ait tenté de limiter la croissance de la production (en vue de faire monter les prix), le marché mondial semble être saturé, ce qui implique que les prix ne devraient pas remonter de sitôt.

À part les bas prix, qui empêchent le développement en faisant fuir les investissements, le secteur de l'énergie est confronté à d'autres défis importants : l'adaptation aux changements climatiques (et à la tarification du carbone qui en découle); le virage mondial vers des sources de carburants sans émissions (telles que le nucléaire, l'hydroélectricité, le soleil et le vent); une infrastructure vieillissante; la consultation et la participation des Autochtones; l'automatisation, pour n'en nommer quelques-uns.

En réaction aux changements climatiques et après l'Accord de Paris, les gouvernements fédéral et provinciaux ont commencé à fixer un prix à la pollution par le carbone et certains ont fixé un plafond absolu sur les émissions. Ces mesures ne sont pas seulement nécessaires pour lancer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, mais elles aident également à acheter l'« acceptabilité sociale » pour les mégaprojets énergétiques. Malheureusement, les tentatives visant à décarboniser l'économie canadienne n'ont pas été associées à des mesures favorisant une juste transition énergétique, lesquelles sont nécessaires pour alléger le fardeau du changement, notamment une série de mesures relatives au marché du travail.

Au Canada, les infrastructures de pipeline, actuellement axées sur l'exportation de bitume brut, ont besoin d'être modernisées. Unifor réclame depuis longtemps que l'infrastructure énergétique du Canada serve davantage au traitement et au raffinage du pétrole, ainsi qu'à la fabrication de produits secondaires, au lieu d'exporter nos ressources brutes.

Unifor croit également que pour faire du développement énergétique une réussite sur le plan social, il faut enfin consulter les peuples autochtones du Canada pour obtenir leur accord et il faut assurer leur pleine participation économique, afin qu'ils ne soient plus exclus de la prospérité du pays. Dans les projets de développement énergétique, les Premières Nations doivent être traitées comme des partenaires égaux à part entière, ce qui aiderait à renforcer le secteur.

Principaux enjeux liés au développement du secteur

- Moderniser l'infrastructure énergétique canadienne pour traiter, valoriser et raffiner le pétrole du pays et fabriquer des produits secondaires; créer un réseau énergétique orienté dans l'axe est-ouest.
- Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent collaborer à la mise en place de mesures favorisant une juste transition énergétique afin d'alléger le fardeau qui incombera aux travailleurs et à leurs familles lors de la transition vers une économie faible en carbone.
- Les Premières Nations doivent être consultées de manière proactive dans le cadre des projets de développement énergétique sur des terres traditionnelles.
- Il faut discuter et négocier avec tous les employeurs qui souhaitent supprimer des emplois en automatisant la production, afin de s'assurer que de nouveaux emplois seront créés pour les employés licenciés.



unifor
the Union | lesyndicat